

Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui de Jocelyn Létourneau, Montréal, Boréal, 2000, 194 p.

Micheline Labelle

Volume 21, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040303ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040303ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, M. (2002). Compte rendu de [*Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui* de Jocelyn Létourneau, Montréal, Boréal, 2000, 194 p.] *Politique et Sociétés*, 21(1), 113–117.
<https://doi.org/10.7202/040303ar>

Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui

de Jocelyn Létourneau, Montréal, Boréal, 2000, 194 p.

Ce livre propose une réflexion sur l'histoire et la mémoire au Québec. L'auteur se donne comme défi la mise en narration du passé afin de constituer « un héritage émancipateur pour les Québécois de demain ». Il plaide en faveur de « l'accomplissement complet » de la dualité structurante du Canada, soit « l'articulation du fédéralisme canadien et de l'affirmationnisme québécois » et propose une vision symbolique de l'être québécois irréductiblement ancré dans l'ambivalence, moyen de dépassement collectif.

L'ouvrage repose sur le « repiquage » de cinq articles et d'un chapitre inédit. Une introduction présente le projet scientifique de l'historien. L'homme a l'obligation d'imprimer un sens au monde envers lequel il a une « responsabilité de fiduciaire ». À titre d'« héritier premier plénipotentiaire de la création », il a la capacité de reprendre, voire de racheter le passé dans un récit régénérateur et d'assurer au monde un « devenir heureux à partir d'une position d'espérance » et ce, grâce au « capital de bonté accumulé dans l'aventure humaine ». J. Létourneau en appelle à une éthique de l'action compatible avec une posture d'objectivité.

Un premier article, « Se souvenir d'où l'on s'en va », aborde de front la relation que les « Québécois d'héritage canadien-français » entretiennent avec un passé « réputé douloureux ». Que faire de cet accablement historique érigé en mémoire collective ? Comment se comporter envers les ancêtres et honorer leurs legs ? J. Létourneau mène une charge sans retenue contre les lamentations de l'inconsolable Québécois dont il dénonce les tristes chantres nationalistes. La perspective du « Je me souviens » est une option désespérante d'avenir pour les héritiers et n'offre pas de choix. À cet égard, l'historien est investi d'une noble mission : promouvoir l'idée d'un recommencement, avec ou sans le Canada (anglais), dans la continuité ou à contre-courant de notre passé. L'historien, « en tant que personne la plus qualifiée pour assurer l'accomplissement effectif du passé dans le présent sur un mode éthiquement et scientifiquement rigoureux » ou en tant que « scientifique accompli et initiateur de débat démocratique » doit transformer les blessures en possibilités, et, à titre de « passeur », tenter de favoriser la victoire du bon sur le mauvais, ou la victoire de l'espoir sur la douleur et celle de la délivrance sur l'animosité (p. 38-39). En résulte pour l'héritier la tâche de nourrir ses ancêtres qui deviennent, par un renversement de perspective, ses descendants.

Dans « Passer d'héritiers à fondateurs », J. Létourneau commente l'œuvre de Gérard Bouchard, un des « héritiers possibles » et un « *scholar* passé maître dans l'art de la synthèse », mais dont le projet interprétatif de la nation québécoise (laquelle est une aporie) est un récit du manque et un appel à l'État indépendant. En proposant trois phases qualitatives vers l'accomplissement

collectif de l'« Être-(collectif)-en-soi » (la rupture, l'appropriation, la refondation), G. Bouchard pécherait par manque d'objectivité. En effet, à partir de quels critères objectifs peut-on juger qu'une collectivité ne réalise pas sa souveraineté et ne se transcende pas dans un État indépendant? se demande J. Létourneau (p. 53). Piégé et surdéterminé par l'idée négative de l'inachèvement du Québec, le projet de G. Bouchard ressasse une « mélancolie pérenne ». La ligne identitaire qu'il trace départagerait les « francophones de la province » et tous ceux qui n'en sont pas ou qui n'ont pas de sympathie envers la nation québécoise. G. Bouchard offre une « narration du rachat à finalité rédemptrice » et défend une « épiphanie d'altérité, d'état et de souveraineté » (p. 77).

« Quelle histoire pour l'avenir du Canada » tente de repenser l'expérience historique canadienne. J. Létourneau distingue ici la « canadienneté », soit le sentiment d'appartenance à la nation du Canada, de la « canadianté », soit le « mode d'être ensemble qui s'est élaboré au sein de cet espace d'interrelations sociales et politiques qu'on appelle le Canada et au cœur duquel le Québec n'a jamais cessé de se trouver » (p. 81). L'auteur introduit la notion d'« ambiguïté d'être du Canada », qui structure le livre : « nous entendons ici que les épisodes catalyseurs du devenir canadien ont, de manière générale, débouché sur l'ambivalence plutôt que sur l'univocité, c'est-à-dire sur une certaine infinitude, une variabilité et une disponibilité de destin plutôt que sur une inflexibilité de parcours » (p. 83). Mais cette ambiguïté dont il fera l'éloge par la suite doit se jouer sur la scène de la dualité canadienne et non sur celle du multiculturalisme.

En effet, J. Létourneau décrie l'« histoire pluraliste » (ce récit reconnaissant la diversité spatiale, ethnique, sociale, culturelle et sexuelle du pays), parce qu'elle nie la hiérarchisation des dynamismes qui ont constitué le Canada. Constitué de vignettes thématiques, de microrécits et de visions particularistes, le récit pluraliste manque à sa fonction, « car, au lieu d'assumer et de convertir en capital vertueux, propre à relancer l'avenir du Canada, les différences constitutives du processus de formation historique du pays, il les fait s'équivaloir ». Ainsi, présenter le Canada comme un pays multiculturel, une terre d'immigrants équilibre les deux cultures dominantes, déjà instituées au pays, qui ont été, volontairement ou non, des forces intégratrices (p. 93-94).

L'auteur précise le rôle de l'historien. Pour se donner la possibilité de vivre ensemble, Québécois, Canadiens, Autochtones, il paraît approprié « de faire se muer, par la production d'une narration de reconnaissance, de deuil et d'espérance, le souvenir en conscience régénératrice » (p. 98). C'est à l'« interprétant » (l'historien) de le faire (p. 99). Car tel le coryphée dans le théâtre ancien, il donne la parole au sens caché. Il accompagne la mouvance du passé en cherchant à le délester de ses nocivités (ses blessures) et à tirer profit de son capital de bonté (les possibilités). Ce narrateur doit posséder deux vertus : la vigilance critique et le jugement moral, expressions idéales de la position d'objectivité du narrateur.

Le quatrième texte est un bref commentaire sur un documentaire du cinéaste Jacques Godbout et cadre mal dans le livre. Dans le cinquième arti-

cle, « Pour une révolution de la mémoire collective », J. Létourneau s'en prend à nouveau au triptyque misère-mélancolie-refondation des Serge Cantin, Gérard Bouchard, etc. Au lieu d'évoquer le destin raté des « Québécois d'héritage canadien-français », il faut plutôt « endosser les choix de toujours de ce groupe en l'amenant à se reconnaître comme il est, c'est-à-dire comme ambivalent dans ses êtres, démarche de reconnaissance qui pourrait constituer le moyen de sa véritable libération » (p. 119). J. Létourneau affirme crûment : « rarement l'ambivalence d'être Québécois est perçue comme une coordonnée positive de la culture du groupe, un signalement, une signature, voire un lieu-d'être qui lui soit particulier dans l'universalité des cultures [...] comme la manifestation d'une identité pleine et émancipée » (p. 127). Pour assurer la « reconformation historique et mémorielle du parcours collectif », J. Létourneau s'interroge sur les concepts qui siéront à l'entreprise. Ceux de nation et de peuple, trop contraignants, connotent une idéologie millénariste. L'auteur propose celui de « communauté communicationnelle et historique », ou encore celui de « formation sociale du Québec », non défini par ailleurs.

L'auteur s'attarde à un passage d'une lettre de Fernand Dumont à Serge Cantin : « Ce pays qui n'est pas « sans bon sens », vous aurez à le porter comme on porte un enfant dans ses bras, en tenant la tête haute ». J. Létourneau s'insurge contre cette injonction à un héritier en détresse, cette « obligation nationaliste pour réconcilier l'engagement à l'égard de la Cité du savoir et de la Cité politique » (p. 138). Car il existe d'autres voies que le nationalisme pour discuter du mode de reconnaissance et de distance devant marquer le rapport réflexif et narratif de l'intellectuel à sa culture : pratiquer un devoir civique de mémoire, autrement dit « se souvenir d'où l'on s'en va » (p. 139) – rappeler que le pays et les siens ne sont pas construits dans le sillage d'une téléologie déterminante mais dans les circonstances et les contingences du moment, admettre que le Québec n'est pas inachevé et que « le lieu d'êtres historiques des Québécois est précisément l'ambivalence », que « cette ambivalence est la caractéristique principale et originale de leur parcours et que de continuer à la porter n'est pas une trahison des ancêtres ni l'expression d'une hésitation aliénante ou d'une pitoyable fausse conscience de soi, mais un raptivement de la sagesse réflexive des anciens dans la perspective de la construction du présent » (p. 140).

Le dernier texte, « Quoi transmettre », est inédit. J. Létourneau plaide encore pour une éthique de la réparation : rendre et offrir autre chose qu'un capital de ressentiment. Rejeter le projet indépendantiste associé à l'aliénation, à la survie, à l'empêchement, à la tutelle. Sortir des vieux concepts de classe ethnique, de blocage, de retard, d'enclavement, de traditionalisme. Privilégier l'ambivalence, ce « lieu d'êtres des Québécois », tâche qui appartient à la génération intellectuelle montante (sans référence à un critère d'âge). L'auteur plaide en faveur d'une thèse postnationaliste, d'une « position d'intégration et d'autonomisation maximale » dans le cadre d'une relation avec le Canada anglais, le partenaire et l'adversaire, les « Québécois d'héritage canadien-français » ayant recréé un rapport de force plutôt favorable. Il ne reste qu'à délier la quête d'affirmation québécoise de l'option indépendantiste pour

assurer le rapprochement plus rapide entre francophones et non-francophones autour d'une plate-forme politique partagée.

Le livre de J. Létourneau appelle à un devoir de mémoire, à une « re-narration » libératrice de l'histoire du Québec et à un rapprochement entre les deux communautés ou cultures (et pôles dominants d'intégration) du Canada. L'auteur a manifestement un souci de dialogue, de bonnes relations interculturelles au sein de la fédération canadienne et prône la tolérance (ou la réconciliation) envers une ambivalence menant à l'épanouissement des siens. Le livre comporte toutefois des faiblesses et des lourdeurs qui affectent certains passages et les rendent obscurs.

Une première lourdeur concerne le recours systématique aux synonymes, aux figures de style, aux néologismes et aux contorsions langagières. Le résultat n'est pas toujours heureux. En témoignent les formules suivantes : « l'histoire de la nation [...] n'est ni le récit de la dissidence d'une population, ni la narration de son innocence ou de son inconscience, ni la relation de son insouciance, de son inconstance, de son indolence, de son impotence ou de sa latence » (p. 54) ; « Se souvenir d'où l'on s'en va [...] c'est s'adonner à un travail de deuilleur et non pas d'endeuillé » (p. 31) ; les « lieux spécifiques de mémoire dont plusieurs mouillent hors le territoire national » (p. 73) ; « parmi ces réalités structurantes qui constituent la matière focale et la colonne vertébrale de l'histoire » (p. 100) ; une démarche de « désambivalencement » (p. 165) ; « Le double ancrage des Québécois à la bitte canadienne et au bolland du Québec [sic] » (p. 166).

Le ton est sentencieux, fortement marqué par l'empreinte de la morale. Alors qu'il attaque les penseurs nationalistes québécois à conscience dite coupable ou aliénée, le livre en est le miroir ou le double, truffé qu'il est de réferents au rachat, à un passé d'épreuves et de sacrifices, au deuil et au pardon, à la vertu, à l'espérance, à la bonté, etc. Et, en dépit de l'ensemble des vertus souhaitables énumérées, il en manque une dans ce ton : l'humilité.

La pensée est marquée par la figure du Père, et devant l'injonction paternelle (Fernand Dumont recommandant à Serge Cantin de porter l'enfant du Québec la tête haute), J. Létourneau choisit, plutôt que de se soumettre, d'ériger l'ambivalence en caractéristique fondamentale de l'« Être-(collectif) en-soi » québécois. Ce faisant, il utilise une notion relevant des théories de la personnalité (de la psychanalyse en particulier) pour inférer ce qu'une certaine anthropologie a déjà désigné comme une *personnalité collective de base* ou un *caractère national*. L'auteur affirme que l'enjeu de la cure est effectivement la reconnaissance de l'ambivalence pour mieux se propulser, puisqu'il n'y aurait pas antinomie entre ambivalence et dépassement. Mais en aucun cas cette notion d'ambivalence des sentiments (susceptible d'expliquer la paralysie ou le dépassement dans l'action et la création, au plan individuel), n'est transposable sur le plan collectif. Faire de l'ambivalence l'essence de l'« Être-(collectif)-en-soi » québécois relève d'un primordialisme culturel réducteur. L'analogie rabat le social sur le psychologique. De plus, cette position fait fi des processus de mobilisation qui ont conduit au changement historique de la société et du nationalisme québécois. Elle ne permet pas de penser la dynami-

que sociale et politique, et suggère que nous sommes symboliquement institués dans une identité collective pesant comme une chape de plomb.

Incidemment, ce livre s'adresse à un univers strictement masculin. Le « Je me souviens » provient de l'« ordre solennel des pères ». Les nationalistes mélancoliques sont tous des pères ou des frères, à une exception près. Il n'y a pas de voix plurielles dans ce livre. Comme le dit J. Létourneau : « s'il aliène sa capacité réflexive, l'homme ne peut dès lors que répéter ses bêtises, répondre aux chants des sirènes¹ de l'éphémère et se saouler d'exils inconséquents » (p.32).

On aurait aussi souhaité qu'en tant qu'héritier, l'auteur, convaincu de son devoir de mémoire, identifie davantage à quelles sources théoriques il puise. Il s'affranchit de ses référents théoriques sur la mémoire, l'histoire, l'oubli et l'identité, ou le postnationalisme, et affirme avoir inventé le concept de formation sociale québécoise (p. 175), oubliant que les « ancêtres » l'ont utilisé *ad nauseam*.

La vision de la québécoité qui traverse l'ouvrage est strictement ethno-culturelle, apolitique et ne prend pas en compte la diversité interne de la société québécoise. Le point de vue se défend certes pour qui veut subvertir et refaçonner la stigmatisation et l'image négative que les « Québécois d'héritage canadien-français » (voir note p. 187) ont trop longtemps véhiculées à propos d'eux-mêmes et produire une différence identitaire qui comporte un principe positif faisant figure de ressource. Cependant, compte tenu des débats sur la nation et la citoyenneté québécoise, J. Létourneau se situe, dans cet ouvrage, dans une perspective bien frileuse. Le récit proposé semble ne concerner que les « francophones de la province » (reproche d'ailleurs adressé à G. Bouchard). La nouvelle interprétation postnationaliste, c'est-à-dire l'accomplissement complet de la dualité structurante du Canada, n'interpelle que les Québécois d'héritage canadien-français. Les communautés formant le « monde non-francophone québécois » sont confondues dans une totalité globalement opposée à l'option souverainiste (le « vote ethnique ») ce qui est encore une fois hautement réducteur de la complexité sociale et politique du Québec.

On croyait que, dans les cercles universitaires, une certaine sensibilité à la diversité avait fait mouche. Mais il semble que les mutations culturelles exigent encore plus de temps.

Micheline Labelle
Université du Québec à Montréal

1. Bien féminines celles-là.